

FACULTE DE MEDECINE DE PARIS

Année 1922

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

PAR

Yves J. M. PORCHER

né le 24 Juin 1887 à Rouen
Interne des Asiles de la Seine

LA SORTIE DES DÉSÉQUILIBRÉS
PERVERS ET ANTISOCIAUX

DÉLINQUANTS PLACÉS D'OFFICE DANS LES ASILES

D'ALIÉNÉS

Président : M. CLAUDE, Professeur

PARIS

LIBRAIRIE LITTÉRAIRE ET MÉDICALE

LOUIS ARNETTE

2, RUE CASIMIR-DELAVIGNE, 2

1922

8

FACULTE DE MEDECINE DE PARIS

Année 1922

THÈSE

3
No

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

PAR

Yves J. M. PORCHER

né le 24 Juin 1887 à Rouen
Interne des Asiles de la Seine

LA SORTIE DES DÉSÉQUILIBRÉS
PERVERS ET ANTISOCIAUX

DÉLINQUANTS PLACÉS D'OFFICE DANS LES ASILES
D'ALIÉNÉS

Président : M. CLAUDE, Professeur

PARIS
LIBRAIRIE LITTÉRAIRE ET MÉDICALE
LOUIS ARNETTE
2, RUE CASIMIR-DELAVIGNE, 2

1922

Faculté de Médecine de Paris

LE DOYEN : M. ROGER

ASSESEUR : M. POUCHET

PROFESSEURS.

MM.

Anatomie	NICOLAS
Anatomie médico-chirurgicale.	CUNEO
Physiologie	CH RICHET
Physique Médicale	André BROCA
Chimie organique et Chimie générale	DESGREZ
Bactériologie	BEZANÇON
Parasitologie et Histoire naturelle médicale	BRUMPT
Pathologie et Thérapeutique générales	Marcel LABBE
Pathologie médicale	N
Pathologie chirurgicale	LECENE
Anatomie pathologique	LETULLE
Histologie	PRENANT
Clinique thérapeutique chirurgicale.	DUVAL
Pharmacologie et matière médicale	POUCHET
Thérapeutique	CARNOT
Hygiène	BERNARD
Médecine légale	BALTHAZARD
Histoire de la médecine et de la chirurgie.	MENETRIER
Pathologie expérimentale et comparée.	ROGER
Clinique médicale.	ACHARD
	WIDAL
	GILBERT
	CHAUFFARD
	MARFAN
	NOBECOURT
Hygiène et clinique de la première enfance	
Clinique des maladies des enfants	
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale	CLAUDE
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	JEANSELME
Clinique des maladies du système nerveux	P MARIE
Clinique des maladies contagieuses.	TEISSIER
	DELBET
	GOSSET
Clinique chirurgicale.	LEJARS
	HARTMANN
Clinique ophtalmologique	DE LAPPERSONNE
Clinique des maladies des voies urinaires.	LEGUEU
	BAR
Clinique d'accouchements	COUVELAIRE
	BRINDEAU
Clinique gynécologique	J. L. FAURE
Clinique chirurgicale infantile.	Aug. BROCA
Clinique thérapeutique	VAQUEZ
Clinique d'Oto-rhino laryngologie	SEBILÉAU
Clinique de propédeutique	SERGEANT

Agrégés en exercice

MM.

ABRAMI	DUVOIR	LARDENNOIS	BATHERY
ALGLAVE	FIESSINGER	LEMERRE	BETTERER
BASSET	GARNIER	LEQUEUX	RIBIERRE
BAUDOUIN	GOUGEROT	LEREBoullet	RICHAUD
BLANCHETIÈRE	GREGOIRE	LERI	ROUSSY
BRANCA	GUILLEMINOT	Le LORIER	ROUVIERE
CAMUS	GUENIOT	LEVY-SOLAL	SCHWARTZ A.
CHIRAY	GULLAIN	MATHIEU	TANON
CHAMPY	HEITZ-BOYER	METZGER	TERRIEN
CHEVASSU	JOYEUX	MOCQUOT	TIFENEAU
CLERC	LABBE (HENRI)	MULON	VILLARET
DESMAREST	LAIGNEL-LAVASTINE	OKINCZYC	
DEBRE	LANGLOIS	PHILIBERT	

Par délibération en date du 9 Décembre 1798, l'École a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE, A MES SŒURS, A MON FRÈRE

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE DOCTEUR HENRI CLAUDE

Professeur de clinique des maladies mentales et de l'encéphale
à la Faculté de Médecine de Paris

A MES MAÎTRES DES ASILES DE LA SEINE

MONSIEUR LE DOCTEUR MARCEL BRIAND

MONSIEUR LE DOCTEUR HENRI COLIN

MONSIEUR LE DOCTEUR PAUL SÉRIEUX

MONSIEUR LE DOCTEUR TOULOUSE

MONSIEUR LE DOCTEUR DUCOSTÉ.

A MONSIEUR LE DOCTEUR G. G. DE CLÉRAMBAULT

Médecin en Chef de l'Infirmerie Spéciale

LES ANTISOCIAUX AU REGARD DE LA LOI DE 1838

« Il n'y a ni crime ni délit, déclare l'article 64 du code pénal, lorsque le prévenu était en état de démence aux temps de l'action ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister ».

L'article 202 du code de justice pour l'armée de terre et l'article 260 du code de justice pour l'armée de mer déclarent les dispositions du dit article applicables aux infractions de la compétence des tribunaux militaires et maritimes.

Pendant longtemps, seuls les déments ou délirants, voire les maniaques ou encore certains mélancoliques, auteurs d'attentats criminels, échappaient comme irresponsables à l'action de la justice ; mais avec les progrès de la psychiatrie le nombre des individus appelés à bénéficier des dispositions de l'article 64 s'est singulièrement accru. Ce fut d'abord la connaissance de la folie morale, dans laquelle, au premier abord, l'intelligence est normale ou à peu près, puis la notion de dégénérescence mentale, mise en lumière par les études de

Morel, puis celles de Magnan et de ses élèves, et ainsi, peu à peu, on arriva à séquestrer dans les asiles des déséquilibrés, des instinctifs, des vagabonds, individus qui bien souvent sont à cheval entre la folie et le crime, et en qui jadis on n'eût pas hésité, un seul instant, à ne voir que des criminels. C'est qu'en effet, plus les recherches se précisent, plus nos connaissances s'étendent, et plus les limites tranchées entre les habitués des prisons et les malades d'asiles disparaissent, deviennent incertaines ; non point qu'entre deux individus pris dans chacun de ces deux groupes on ne puisse trouver des différences absolues et des caractères nettement opposés, mais cela n'est vrai que pour des termes convenablement choisis au voisinage des extrêmes d'une série où on pourra trouver tous les intermédiaires, et c'est au niveau des termes moyens que les difficultés apparaissent.

La folie retranche l'individu de la société parce qu'elle l'aliène, en transformant sa personnalité qui devient autre et le désassimile de son milieu en le rendant différent des autres hommes. Encore devient-il autre surtout en versant du côté où déjà ses instincts obscurs le poussaient. L'histoire de l'alcoolisme illustre singulièrement cette thèse ; le vulgaire avait noté déjà ces réactions particulières des individus sous l'influence de l'ivresse en disant d'un tel « il a le vin gai, il a le vin triste, il a le vin méchant ». Magnan ne disait-il pas que l'alcool révélait la dégénérescence mentale ; il y a des épileptiques extrêmement dangereux par leurs réactions violentes, il y a aussi, quoique plus rarement, des épileptiques qui ne s'abandonnent jamais à de pareilles réactions.

Peu à peu la notion de constitution psychique s'est fait jour, en même temps l'antique notion du libre arbitre s'effondrait ; du coup la responsabilité, privée de son ancienne base spiritualisme, devenait quelque chose d'inconcevable.

Or à cette idée de responsabilité, tend à se substituer celle de la défense sociale. Ramenant le problème vers des conceptions plus tangibles, certains aliénistes demandent à ce que cette question « l'inculpé est-il responsable ou non ? » ne soit plus posée, mais qu'ils aient à se prononcer sur le devenir de ces inculpés et, c'est sous la poussée de cette opinion qu'ont été émis en Amérique des projets de loi condamnant les individus convaincus de crimes ou délits à la prison pour un temps indéterminé, sauf à les remettre en liberté aussitôt que des experts compétents les déclareraient susceptibles de vivre socialement.

C'est à juste titre que la psychiâtrie allant à la rencontre de l'anthropologie criminelle s'est occupée de ces questions qui font partie incontestablement de son domaine, mais là comme dans beaucoup d'autres cas les idées ont marché plus vite que les institutions. Malgré des critiques nombreuses, malgré le dépôt de plusieurs projets de loi destinés à la remplacer, à l'amender ou à la refondre, la loi de 1838 règle toujours en France le régime des aliénés. D'autre part l'article 64 du code pénal demeure et par suite le mot démence a pris une extension non seulement du fait des progrès de la psychiâtrie, mais aussi du fait de la nécessité où se sont trouvés les experts de s'appuyer sur cet article, puisqu'il n'y en a

point d'autres, toutes les fois qu'ils estiment que l'inculpé relève de l'asile et non de la prison ou plutôt qu'ils jugent que la prison reste inopérante pour de tels individus.

Ainsi on est forcé de reconnaître que le nombre des malades est plus grand qu'on ne l'avait pensé jusqu'ici, le champ de la tératologie s'étend tandis que celui de l'antique droit pénal se rétrécit ; de ce fait les asiles ont vu, peu à peu, s'accroître une population d'un genre particulier, nécessitant une surveillance et des moyens de contrainte tout à fait semblables à ceux des prisons, et ceci précisément à une époque où tous les aliénistes s'accordent pour atténuer la séquestration des aliénés.

Dans sa séance du 29 avril 1907 la société Médico-psychologique s'en émeut en ces termes dans le vœu qu'elle adopte au sujet du projet Dubief.

« La Société Médico-psychologique de Paris considérant que dans l'intérêt des aliénés traités dans les asiles et afin que les asiles, ces hôpitaux de traitement des maladies mentales, puissent se rapprocher, dans la mesure du possible, des hôpitaux ordinaires, il importe que les asiles soient déchargés des malades particulièrement dangereux en raison de leurs tendances aux réactions violentes, ainsi que les aliénés difficiles qui comptent souvent plusieurs internements, et dont le caractère indiscipliné et les tendances perverses sont une cause permanente de troubles pour les autres malades et pour le fonctionnement des services ».

La création de la section spéciale de l'asile de Villejuif, œuvre du Docteur Henri Colin Médecin en chef des asiles de la Seine, est venu combler cette lacune. Décidé

en principe en 1900, le projet ne fut réalisé qu'en 1910, la guerre, les difficultés de l'après guerre ont empêché la réalisation complète du projet primitif qui prévoyait un service pouvant recevoir approximativement cent hommes et cinquante femmes ; à l'heure actuelle la section de Villejuif ne peut recevoir que 64 hommes. C'est avec la section de l'asile de Hœrdt les seuls établissements de ce genre qui existent en France.

Dans le rapport qu'il adressait au Préfet de la Seine pour l'année 1910, le Docteur Henri Colin synthétisant les débats qui avaient eu lieu à la Commission de surveillance des asiles de la Seine sur le genre de malades qui devaient être hospitalisés dans le service projeté, expose magistralement, en ces termes, la différence entre l'aliéné qui a commis un crime et l'individu vicieux qui a été déclaré aliéné.

« Il s'est produit une confusion regrettable à la suite de l'emploi des termes « aliénés criminels » et « aliénés vicieux ». Vis-à-vis des aliénés criminels la loi de 1838 nous laisse complètement désarmés. Le conseil supérieur de l'Assistance publique a voté la création d'un asile d'Etat destiné aux aliénés criminels, mais jusqu'à présent aucun texte de loi n'est intervenu. La question des aliénés criminels est complexe : les uns, 36 o/o environ, ont commis leur crime sous l'influence de leurs idées délirantes, d'autres sont des criminels devenus aliénés. Dans les deux catégories il existe des paralytiques généraux, des déments pour lesquels l'asile ordinaire est amplement suffisant. Enfin l'hospitalisation des aliénés criminels comporte des conditions spéciales de place-

ment, de maintien et de sortie qui rendent indispensable l'application d'un texte formel.

Il n'en est pas de même pour les vicieux. Il s'agit ici dans l'espèce, de ces individus à tendances perverses, à instincts mauvais, de ces fous moraux, de ces malades difficiles, au délire souvent éphémère provoqué par le moindre excès et souvent par l'excitation alcoolique, qui mettent le trouble dans tous les services où ils sont admis. Ils font des asiles une auberge gratuite où ils se réfugient dès qu'apparaît la mauvaise saison ; ils n'y travaillent jamais, les chefs d'ateliers étant incapables de se faire obéir d'eux. Ce travail pourra être cependant obtenu, comme il l'est aujourd'hui à Gaillon, le jour où ils seront soumis à un régime sévère sous le contrôle direct du médecin, ainsi que cela se passe dans le service spécial du docteur Bourneville.

Les récidivistes des asiles sont la terreur des autres malades et font le désespoir des médecins. Là-dessus, l'enquête entreprise auprès des différents chefs de service est formelle.

Habitué des asiles et des patronages dont ils constituent, à peu d'exception près, les seuls clients, ils ont trouvé dans l'internement une façon commode de vivre, sinon luxueusement, au moins largement aux dépens de la société.

S'ils échouent dans leur tentative de placement volontaire ils ont recours au placement d'office, et comme ils n'ignorent pas que, d'une part, un accès délirant antérieur, leur assure l'indulgence du tribunal, et que, d'autre part, on les internera par mesure de police et

de sécurité publique, ils profitent des moyens les plus simples qui sont mis à leur disposition.

On parle beaucoup de séquestration arbitraire, ce que nous connaissons surtout ce sont les séquestrations volontaires.

Une fois internés, il n'est pas de malades plus exigeants. Si le régime leur déplaît, ils réclament leur liberté et on est, en général, trop heureux de la leur accorder. Cette mise en liberté s'accompagne souvent de secours en argent, d'une fourniture de vêtements et de chaussures, d'un bon séjour dans un refuge, parfois d'une avance d'outils en vue d'un travail éventuel et jamais réalisé. Toutes choses qui permettent, soit par leur utilisation immédiate, soit par leur transformation en espèces, de passer au dehors quelques jours agréables, en attendant la prochaine entrée.

Ce sont ces individus malfaisants, vicieux, exploiters des asiles que, par euphémisme, en tenant compte de leur caractère maladif, nous désignons sous le nom d'aliénés difficiles.

Nous nous sommes efforcés, dans notre rapport à la commission mixte du Conseil général, de bien définir ce qu'il fallait entendre sous la dénomination d'aliénés vicieux.

Les aliénés vicieux et les aliénés criminels, disons-nous à la séance du 29 avril 1899, constituent deux catégories de malades entièrement distinctes et doivent faire l'objet de deux rapports séparés.

Les criminels ont commis des crimes, assassinat, incendie, viol. Les vicieux ont commis des délits, sou-

vent aussi sont restés à la limite du code, et parfois n'ont rien fait de répréhensible, mais sont simplement insupportables dans les services ordinaires. Il s'agit donc, en somme, d'une part de ces déséquilibrés, épileptiques, hystériques et certaines catégories de « fous moraux » si nombreux dans les asiles de grandes villes qui, par leur indiscipline, leurs mauvaises habitudes, leurs tendances à la révolte, leurs penchants agressifs, sont la terreur du personnel et des malades tranquilles ; il s'agit, d'autre part, de certains « parasites, récidivistes, et exploiters des asiles » comme les appelle si justement Legrain, des fous qui s'adonnent habituellement à l'ivrognerie et qui cherchent, dans un accès d'alcoolisme antérieur, l'excuse à toute une série d'acte délicieux ou le moyen d'échapper aux difficultés d'existence créées par la misère ou la rigueur de la saison.

Certains de ces individus, qu'ils appartiennent ou non à la seconde catégorie, possèdent des facultés intellectuelles assez vives qui les rendent les maîtres faciles des faibles d'esprit qui les entourent ; quelques-uns d'entre eux dont nous pourrions citer les noms, ont pris une part active à la révolte de la sûreté de Bicêtre il y a une quinzaine d'années. Tous sont éminemment paresseux et, comme dit Legrain, considèrent l'asile comme une hôtellerie.

Il va de soi que les hommes ne sont pas seuls en cause ; pour des raisons que tout le monde comprendra, sans qu'il soit besoin d'insister, ils forment la grande majorité. Il n'en est pas moins vrai qu'il existe également des aliénées du même genre, il suffit de citer les

prostituées et certaines héréditaires à tendances éminemment vicieuses, profondément perverses, qui, du fait de leurs mœurs et de leur excès de langage intentionnels, sont une gêne permanente pour les autres malades.

Tous les aliénistes ont reconnu dans le tableau précédent les traits de certains de leurs clients, et nous sommes autorisé à penser avec ceux qui nous ont précédé que nous avons devant nous un type bien défini ».

Ainsi ces deux classes d'individus, aliénés criminels et aliénés vicieux, au sens défini par le Docteur Colin, sont bien séparables et nettement déterminés ; au premier groupe les lois et règlements ordinaires réglant le régime des aliénés peuvent s'appliquer sans inconvénient, mais pour le second l'application de ces mêmes lois et règlements soulèvent de nombreuses difficultés dans la pratique.

Il est regrettable que la législation moderne n'ait pas encore consacré cette différence entre l'aliéné qui est un malade et le pervers vicieux qui est un monstre. La sortie de ces pervers, après un certain temps d'internement, est un problème des plus complexe et des plus difficile. Nous nous sommes proposés dans ce travail, non pas de résoudre ces difficultés, mais de mettre en lumière quelques-unes des plus fréquentes. A cet effet nous avons réuni trois observations contenant tous les renseignements qui ont pu nous être fournis tant à la 3^e section de l'Asile de Villejuif qu'au service des aliénés de la Préfecture de Police.

La sortie de tels individus est réglée à l'heure actuelle

comme celle des aliénés proprement dits par la loi de 1838, c'est d'abord l'art. 13 :

ART. 13 : « Toute personne placée dans un établissement d'aliénés aussitôt que les médecins de l'établissement auront déclaré sur le registre énoncé en l'art. précédent que la guérison est obtenue ».

On peut évidemment parler de guérison dans des cas de manie, de mélancolie, d'intoxication, de confusion mentale, mais peut-on parler de guérison à propos des pervers ; la constitution d'un individu ne varie guère, on ne change pas. D'ailleurs sur ce chapitre les pouvoirs des médecins sont extrêmement limités puisqu'il s'agit généralement de placement d'office et à ce propos les art. 20 et 23 déclarent.

ART. 20 : « Les chefs directeurs ou préposés responsables des établissements seront tenus d'adresser aux Préfets dans le premier mois de chaque semestre un rapport rédigé par le médecin de l'Etablissement sur l'état de chaque personne qui y sera retenue, sur la nature de sa maladie et les résultats du traitement. Le Préfet prononcera sur chacune individuellement, ordonnera son maintien dans l'établissement ou sa sortie ».

ART. 23 : « Si dans l'intervalle qui s'écoulera entre les rapports ordonnés par l'art. 20, les médecins déclarent sur le registre tenu en exécution de l'art. 12 que la sortie peut-être ordonné, les chefs directeurs ou préposés responsables des établissements seront tenus, sous peine d'être poursuivis conformément à l'art. 30 ci-après, d'en référer aussitôt au Préfet qui statuera sans délai ».

En fait c'est le Préfet qui décide de la sortie de cette

classe d'aliénés qui nous occupent, il tient compte dans une certaine mesure des propositions faites par le médecin traitant, il peut sur ce chapitre prendre l'avis de ses médecins-inspecteurs mais c'est surtout sur les rapports de police qu'il étaye sa décision, c'est du moins ce qui se passe à Paris où c'est au Préfet de police qu'incombe l'application des art. 18-19-20 et 23.

Ainsi que le Médecin le seul critérium pour la sortie c'est la guérison, pour le Préfet c'est la sauvegarde de l'ordre public.

Reste l'art. 29 ainsi conçu :

ART. 29 : « Toute personne placée ou retenue dans un asile d'aliénés, son tuteur si elle est mineure, son curateur, son parent ou ami pourront, à quelque époque que ce soit, se pourvoir devant le tribunal du lieu de la situation de l'établissement, qui après les vérifications nécessaires, ordonnera, s'il y a lieu, la sortie immédiate.

Les personnes qui auront demandé le placement et le Procureur de la République d'office pourront se pourvoir aux mêmes fins. Dans le cas d'interdiction cette demande ne pourra être formée que par le tuteur de l'interdit. La décision sera rendue sur simple requête en chambre du Conseil sans délai ; elle ne sera point motivée.

La requête, le jugement et les autres actes auxquels la réclamation pourrait donner lieu seront visés pour timbre et enregistrés en débat. Aucunes requêtes, aucunes réclamations adressées, soit à l'autorité judiciaire, soit à l'autorité administrative, ne pourront être retenues ou supprimées par les chefs d'établissement sous les peines portées au titre III ci-après ».

Dans l'esprit des législateurs de 1838 cet article apparaissait comme devant sauvegarder la liberté individuelle, mais ces législateurs ne pouvaient prévoir les difficultés qui devaient naître de la combinaison de ces différents articles. La sortie ou l'internement, il n'y a pas d'autre solution, le médecin juge tel individu guéri mais le Préfet refuse la sortie le considérant comme un danger public. De plus à Paris l'usage suivant tend de plus en plus à prévaloir à la Préfecture de police :

Chaque fois qu'il s'agit d'un aliéné qui a été inculpé puis, interné à la suite d'une expertise médico-légale le déclarant irresponsable, le Préfet déclare que seule l'autorité judiciaire est compétente pour statuer sur la sortie du dit individu, et en conséquence l'invite à se pourvoir devant le tribunal :

Un pareil état de choses est extrêmement préjudiciable à la bonne tenue des services spéciaux surtout si l'on songe qu'en principe on y rencontre des individus lucides, non délirants, souvent se conduisant de façon presque parfaite sous l'influence de la discipline et du fait qu'ils sont soustraits à l'alcool et à l'imitation de leur milieu habituel. De tels individus supportent mal, on le conçoit sans peine, la perspective d'une réclusion perpétuelle. Il importe au législateur de parer à ces inconvénients et quoique minime par rapport à d'autres problèmes sociaux, la nécessité d'une réforme sur ce point ne s'en impose pas moins de façon extrêmement urgente comme nous allons essayer de le démontrer par l'exposé de quelques faits cliniques et de leurs conséquences.

OBSERVATIONS

Obs. I. — B. A. P., né à Arras, le 12 décembre 1877, exerçant la profession de teinturier, entre à la 3^e section de l'asile de Villejuif, le 18 mars 1921, il avait été transféré le 9 du même mois de la prison de la Santé à l'Asile Clinique, à la suite d'une ordonnance de non-lieu, après expertise médico-légale concluant à l'irresponsabilité de l'inculpé et à la nécessité de son internement.

B. A. P. avait été arrêté sous l'inculpation de coups et blessures et violences et l'expert chargé de l'examiner concluait :

« B. A. P. est atteint de déséquilibre psychique avec idées morbides de jalousie et de persécution, déterminant des réactions violentes et dangereuses pour les personnes de son entourage ; c'est sous l'empire de sa déséquilibre mentale et de ces idées que B. A. P. s'est livré à des actes violents qui lui sont reprochés ; il ne peut donc en être rendu pénalement responsable, mais la déséquilibre mentale de B. A. P. le rendant dangereux pour les personnes de son entourage, il y a nécessité de l'interner dans un asile spécial pour l'y soumettre à un traitement et à une assistance appropriés à ses troubles psychiques ».

B. A. P. n'était pas un inconnu à la 3^e section de Villejuif c'est son 2^e internement, il est déjà entré une première fois au titre militaire en décembre 1916.

Il s'était sauvé de la station magasin de Brétigny où il était mobilisé à la suite d'une dispute avec un employé de chemin de fer.

Il déclara : « Il est venu un lieutenant, on a dit que des hommes allaient venir me chercher baïonnette au canon, alors je me suis sauvé. Je suis parti le lundi matin, le mercredi soir je me suis rendu à la Tour-Maubourg », l'employé de chemin de fer l'avait traité d'embusqué ; ce n'était pas la première fois, tous les camarades le traitaient d'embusqué, on était jaloux de lui parce qu'on voulait avoir sa place de cantonnier, quand il était couché il entendait quelquefois des bruits de marteaux comme si on forgeait dans ses oreilles, parfois il lui semblait se sentir tomber et après il mettait fort longtemps à s'endormir, il n'a jamais entendu de voix sans qu'il y eut personne à côté de lui ; ses camarades parlaient de lui tout bas, faisant allusion à lui. Le malade depuis qu'il a été mobilisé aurait fait deux ou trois fugues ; il a été condamné à 5 mois de prison pour désertion. Avant la guerre il ne faisait pas de fugues proprement dites mais quittait souvent ses places, il nie l'alcoolisme bien que le certificat du Docteur BRIAND de l'hôpital du Val-de-Grâce en fasse mention.

Le Docteur COLIN rédige le certificat suivant le 22 décembre 1916.

« Présente un état de dépression mélancolique léger avec idées vagues de persécution ; fugue dont il ne peut donner l'explication ; se plaint de la malveillance de ses camarades. A observer ».

La note de quinzaine déclare : calme, travaille à la cuisine, dort bien, mange bien.

Le 29 janvier, le docteur COLIN rédige un certificat de sortie :

« Atteint de dépression mélancolique, ne présente plus de troubles délirants et peut être remis en liberté, doit rejoindre le dépôt des métallurgistes, 19, rue d'Estiers à Paris ».

A la suite de ce certificat B. A. P. est remis en liberté.

Lors de sa deuxième entrée en mars 1921, B. A. P. déclara qu'il avait été arrêté le 3 janvier du chef de coups, blessures et violences sur plainte d'une dame Lucie R... En mai 1920, il avait fait la connaissance de cette femme veuve avec 2 enfants et en avait fait sa maîtresse. Dès le début des querelles éclatèrent entre les deux amants. Elle lui avoua des relations avec un Belge, il voulut partir ; elle menaça de se suicider, il resta ; quelque temps après elle pensa être enceinte, elle voulut se faire avorter et de fait accoucha quelques temps après d'un embryon de 12 à 13 cent. En août elle essaya de se pendre, mais il ne dormait que d'un œil et il coupa la corde. Petit à petit elle lui a révélé toutes ses amours antérieures, nombreuses.

En septembre il rencontre dans l'escalier la sœur de Lucie R... qui l'injurie et s'écrie : « Il n'est pas encore parti ce voyou-là ». « Si cela continue, dit-il en rentrant à sa maîtresse, j'irai au commissariat révéler ton avortement ». Le lendemain à la suite d'une nouvelle révélation au sujet d'un ancien amant il lui déchire toutes ses robes et toutes ses fourrures qui lui venaient d'un certain Adolphe. Le même jour Lucie R... le quitte, mais le 17 elle reprend la vie commune ; entre temps elle avait porté plainte contre B. A. P. plainte qu'elle retira ensuite par lettre ; finalement B. A. P. la quitte à son tour le 4 octobre « sans bruit ni dispute, dit-il ». Mais le 10 octobre par une lettre au Juge d'instruction il dénonce sa maîtresse pour avortement criminel, appelé chez le Juge d'instruction il maintint ses dires ; néanmoins, Lucie R... ne fut pas inquiétée, B. A. P. fut arrêté seulement le 3 janvier sous l'inculpation de coups, blessures et violences, il déclare ne pas comprendre pourquoi on l'a arrêté si longtemps après qu'il eut cessé de voir la femme Lucie R... et il proteste contre son internement.

Le Docteur COLIN rédige le 19 mars 1921, le certificat suivant :

« Est atteint de dégénérescence mentale avec idées vagues

de persécution et de jalousie, soigné antérieurement pour un accès de mélancolie à la section militaire de Villejuif, interné à la suite de scènes de violences ayant motivé son arrestation. Non-lieu après expertise ».

A la section B. A. P. se montre calme, non délirant ; il travaille à la chaussonnerie, d'une façon satisfaisante bien qu'il ne cesse de réclamer sa sortie ; le 28 mars 1921 il écrit au Docteur Colin, la lettre suivante :

« J'ai l'honneur de vous adresser la présente, pour vous faire connaître que je suis résolu à oublier désormais complètement Lucie R., ma maîtresse, par qui je suis ici.

Je persistais à croire que malgré son inconduite, Lucie avait tout de même un peu de cœur, je croyais encore qu'elle m'aimait parce que lorsque je la quittais, elle refusa de me rendre mon portrait. Je lui ai cependant rendu le sien avant de partir. Je pensais aussi qu'elle viendrait ici à l'asile. Elle sait bien que je ne mens jamais, et qu'en lui écrivant de venir sans aucune crainte, elle pouvait avoir confiance en moi. Cependant elle n'est pas venue. Elle a peur de se trouver en ma présence, parce qu'elle n'oserait dire les raisons exactes, pourquoi j'ai détruit les souvenirs de ses amants. Je n'ai rien abîmé de ses meubles, vêtements ou linge, provenant d'une source honnête. En somme Lucie reconnut elle-même que sa sœur avait tort de m'insulter en me traitant de marlou, puisque 6 jours après que j'avais détruit ses souvenirs, elle retirait sa plainte et reprenait la vie commune avec moi. Quinze jours après je la quittai à mon tour sans bruit ni dispute.

J'ai soigné Lucie avec tendresse et dévouement. Je lui ai remis l'argent de mon salaire sans en distraire un centime. Pendant les cinq mois que j'ai vécu avec elle je n'ai jamais mis les pieds chez un marchand de vins, une seule fois, retenu à l'atelier, je suis rentré le soir avec une heure de retard, Lucie me fit une scène de jalousie épouvantable, me sauta dessus et déchira le col de ma chemise et me griffa.

J'ai été arrêté trois mois après avoir quitté Lucie, je suis resté 63 jours à la Santé, neuf jours à Ste-Anne, en somme voici six mois que j'ai quitté Lucie, je ne lui ai pas fait de mal et je veux l'oublier, ce n'est qu'une ingratitude et une misérable. Je ne veux pas raconter son inconduite envers son mari, mais tout ce qu'on pourrait supposer d'infâme serait au-dessous de la vérité.

Je ne désire plus qu'une chose, recouvrer ma liberté qu'on n'aurait jamais dû me ravir. Je reprendrai mon travail et j'oublierai Lucie et tous mes déboires comme on oublie une mauvaise maladie.

Voici 22 ans que je suis au Syndicat des ouvriers et ouvrières teinturiers-dégraisseurs, j'ai fait partie du Comité pendant plusieurs années. Dans mon métier, hommes, femmes et jeunes filles travaillent pour ainsi dire en famille. Je suis connu pour un des meilleurs ouvriers de ma corporation et pour un très bon camarade, je n'ai jamais fait de mal à personne, je ne me suis jamais battu et je ne bois pas. S'il m'est arrivé, parfois, mais très rarement, de boire un coup de trop, je n'ai jamais été méchant ni querelleur.

Vous comprendrez, M. le Docteur, mon légitime désir de me revoir libre, ce n'est pas que je me trouve mal à l'asile, au contraire, et en sortant de votre établissement je ne pourrai que rendre hommage aux bons soins et au dévouement que j'ai trouvés ici, et vous remercier en vous assurant de mon infinie reconnaissance qui d'ailleurs vous est déjà acquise depuis le début de 1917.

Puis-je espérer, M. le Docteur, mon retour à la liberté pour dans peu de temps ? Excusez, je vous prie, la légitime impatience de votre reconnaissant ».

Cependant malgré les convocations du Docteur COLIN la femme R. ne se présente pas, elle ne répond même pas et B. A. P. lui écrit le 31 mars :

« Tu me pardonneras de ne point commencer ma lettre par une tendre et affectueuse formule, mais puisque malgré

ma lettre, tu n'as pas eu le courage de venir à Villejuif comme tu aurais dû le faire au reçu de la convocation de M. le Docteur COLIN, je suis arrivé à cette conclusion que je n'ai été pour toi qu'un passe-temps, et mon amour si sincère pour toi s'en est allé hors de mon cœur pour tout de bon. Pourquoi n'es-tu pas venue ? Tu n'as rien à craindre, je te le répète. As-tu peur ? et de quoi ? Tu sais bien que je n'ai pas l'habitude de mentir et, qu'en te disant que tu n'as rien à redouter je dis la vérité, et que je tiens toujours ce que je promets.

Je me rends bien compte que tu as honte de voir ce que tu as fait du malheureux qui t'aimait de toute son âme ; et qui, malgré la triste conduite que tu as eue dans ton ménage et malgré tes mensonges, n'a jamais eu la cruauté de te quitter, par crainte de te voir livrer sur toi-même à des actes désespérés ?

Je me doute bien que tu dois trembler à l'idée que je suis dans un asile d'aliénés, sans l'avoir mérité, à cause de toi. Mais si je veux que tu viennes, ce n'est pas pour te faire du mal, du 4 octobre, jour où je t'ai quittée, au 3 janvier, jour où j'ai été arrêté, j'aurais pu, au cours de ces trois mois, te faire tout ce qu'il m'aurait plu de te faire pour te nuire.

Si je t'ai quittée le 4 octobre, je n'ai pas pour cela manqué à ma parole : cette parole tu me l'avais rendue toi-même en te sauvant chez ta mère le 11 septembre.

A présent il me répugnerait de faire connaître ta vie. Mais si tu ne viens pas à Villejuif, voici ce que je ferai : J'écirai un récit complet sans rien omettre de ma vie avec toi ; j'y consignerai ce que tu m'as raconté et ce que tu m'écrivais (lorsque la honte t'empêchait de me le dire de vive voix) et je remettrai ce manuscrit à Monsieur le Docteur Colin.

Malgré ton peu de sens moral, tu ne tiens pas, j'en suis certain, à ce que soit connue ta conduite. Tu sais que si c'est nécessaire, je pourrai citer des témoins pour confirmer la véracité de mon récit. Si tu comprends ton intérêt, viens !

Et si tu m'as aimé, comme tu me l'as dit si souvent, viens !

Je veux que tu viennes, il le faut, tu n'as à attendre de moi en venant ici, que du bien. Tu viendras, je le veux et pour moi ».

Le 3 avril 1921, nouvelle lettre de B. A. P. au docteur Colin.

« J'ai l'honneur de vous écrire pour vous informer que je crains bien que Lucie R., ma maîtresse, ne se rende pas encore cette fois à votre convocation.

Si Lucie était livrée à sa seule initiative, nul doute qu'elle serait venue au premier appel, mais malheureusement, sa sœur qui habite à la même adresse, au 4^e étage (Lucie habite au 6^e) la mène par le bout du nez et ne la laissera pas venir. Alors, si vous voulez éclairer votre religion à mon sujet, vous pourriez obtenir des résultats assez probants, sur Lucie et sur votre serviteur, en vous adressant aux ouvriers et ouvrières de l'atelier où nous travaillions Lucie et moi, lorsque nous nous sommes mis en ménage.

Ce n'est pas que je veuille établir un réquisitoire contre Lucie, je l'ai trop profondément aimée pour cela ; mais j'ai toujours à cœur ces paroles, « Je vous ai arrêté parce que vous avez fait une dénonciation mensongère et que je vous considère comme un danger public », que M. Bonin, juge d'instruction, m'adresse en réponse à mes protestations contre mon arrestation arbitraire et illégale. (Je vous rappelle que j'ai été arrêté le 3 janvier à mon domicile à 9 heures du soir, j'ai comparu devant le juge le lendemain. Je n'ai pas été interrogé ni confronté une seule fois, le juge m'a dit : Je vous inculpe de coups et blessures, violences, mais n'a pas précisé. Je suis resté à son cabinet à peine une minute !) Cependant j'avais quitté Lucie depuis trois mois, et la plainte de Lucie avait été portée le 12 septembre et retirée le 17 septembre, soit presque quatre mois plus tôt.

Lorsque je me suis mis en ménage avec Lucie elle avait pour amant un ouvrier marié de notre atelier, tout le

personnel de l'atelier est au courant de mes amours et de mes démêlés avec Lucie, et d'une partie de l'inconduite de Lucie. Je reconnais que j'ai commis une lâcheté en dénonçant Lucie, mais je n'ai pas menti, je n'ai dit que la vérité, et je le prouverai s'il le faut. N. N. et N. vous diront que je n'ai pas menti parce que tous et toutes savent la vérité. Je pourrais encore citer d'autres femmes du même atelier.

Je répète que je ne veux pas nuire à Lucie ; mais je me défends et cite des témoins honorables et sincères, car si j'ai été arrêté et interné sans pouvoir me défendre, c'est parce que j'ai fait une dénonciation soi-disant mensongère, je resterai interné toute ma vie, car mon prétendu mensonge n'est que l'exacte vérité. J'ai en votre science, Monsieur le Docteur, la plus haute confiance, j'ai foi en votre justice. Votre respectueux et reconnaissant serviteur ».

La femme R. ne vint jamais, cependant B. A. P. continue à se montrer docile, discipliné, travailleur, son nom n'est jamais mentionné au rapport et le 29 juin 1921, le docteur Colin rédige un certificat aux fins de sortie ainsi conçu : « Est un déséquilibré, qui depuis son entrée à l'asile s'est conduit convenablement, ne délirant pas, travaillant d'une façon régulière. Malgré les lettres nombreuses envoyées à sa maîtresse pour la prier de venir me parler, celle-ci ne s'est jamais dérangée, je ne puis donc savoir au juste ce qui s'est passé entre eux et ce qui a motivé l'internement. B. A. P. est un ouvrier habile, sûr de trouver du travail au dehors, dans ces conditions sa sortie qu'il réclame peut lui être accordée ».

Le Préfet de Police refusa de laisser sortir B. A. P. ; une note invitait le médecin traitant à venir consulter ou à faire consulter le dossier B. A. P. à la Préfecture ; ce dossier contient des notes et des rapports de police concernant différentes affaires où fut mêlé B. A. P. Nous commencerons par examiner les documents relatifs à l'affaire Lucie R. qui ont motivé l'internement.

Affaire Lucie R. contre B. A. P. — Voici d'abord un extrait du rapport du docteur Roubinovitch commis comme expert.

« Légèrement excité l'inculpé parle et écrit de façon intarissable, mais on s'aperçoit bientôt que cette intelligence ne s'emploie pour ainsi dire qu'à l'exposé d'idées de jalousie et de persécution. « J'ai l'esprit torturé de jalousie, dit-il, Lucie R. est la maîtresse d'un tas d'individus, du détacheur Eugène, d'un nommé Adolphe, de son beau-frère et même de son beau-père ». Il accuse sa maîtresse de s'être fait avorter, elle aurait appris à ses enfants à détester la mémoire de leur pauvre père, femelle dévergondée, dit-il, qui prend ses anciens béguins pour des bandits lorsque après avoir couru après, elle a satisfait son désir.

Il s'est livré à de véritables accès de démolition au cours desquels il a brisé des vases et un service de toilette, a déchiré des robes de soie, des fourrures, des mouchoirs, des chemises de dentelles, a détruit un sac de cuir, des souliers vernis, tous objets appartenant à sa maîtresse, transformant la salle en un véritable champ de dévastation. Il accuse la sœur de sa maîtresse d'être son ennemie jurée. « Cette femme a monté je ne sais quelle machination contre moi, à cause d'elle je suis victime d'un véritable traquenard, c'est elle l'âme de cette machination qui suggestionne et terrorise ma maîtresse, c'est elle, l'infâme et venimeuse créature, qui est cause de tous mes malheurs, elle me hait profondément cette coquine, elle ne reculerait devant rien pour me nuire, j'ai toujours été victime de sa basse et déloyale crapulerie ».

Ce sont là, déclare l'expert, des idées manifestement morbides de jalousie et de persécution.

Déposition de la femme Lucie R. : « B. A. P. est ivrogne joueur, excessivement jaloux, il me faisait faire dans l'intimité des choses tellement répugnantes que je n'ose vous les décrire. J'étais brutalisée presque tous les jours, mais, je n'osais me plaindre de peur de ne pas être écoutée sérieu-

sement et que, de ce fait, il cherche à se venger sur mes enfants et qu'il me tue. Tout se passait généralement dans mon logement et sans témoin. Un jour, il m'a pendue ou du moins obligée à me pendre, avant, il m'avait imposé de faire un écrit disant que je me donnais volontairement la mort, il a coupé la corde quand j'eus perdu connaissance. Un autre jour, il m'a ligoté les pieds et les mains, m'a bâillonnée pour m'empêcher d'appeler au secours, puis il m'a obligée à lui avouer tous les noms de mes amants, pour appuyer ses menaces il avait déposé un marteau à côté de lui et faisait rougir le crochet du poêle.

N'ayant pas d'amant autre que lui, j'ai pu lui faire comprendre que je ne pouvais lui en désigner. Alors, il a changé mon supplice en me versant un liquide corrosif dans la matrice, puis il a enlevé les liens non sans avoir déposé sur mon ventre une demi-douzaine d'allumettes enflammées ».

Déposition d'un témoin : « Lucie R. était une ouvrière excellente, sur laquelle on pouvait compter, mais de nature plutôt timide, elle mangeait à midi à l'atelier apportant son manger. Nous avons remarqué que la teinturerie était surveillée par un homme, qui, s'enhardissant, a fini par se présenter un jour dans la boutique et a demandé à prendre ses repas avec sa femme, disait-il. Il a pris l'habitude de venir presque tous les jours, parfois il restait des après-midi entières à attendre. A plusieurs reprises, il a fait à Mme R. des scènes de jalousie sans motif. Le 15 août 1920, nous avons remarqué qu'elle portait au cou la trace d'un sillon très apparent comme si elle avait eu le cou serré par une corde, elle avait également à un bras des meurtrissures très visibles ».

Renseignements fournis par l'enquête : B. A. P. envoyait à sa maîtresse à son domicile et surtout dans les endroits où elle travaillait des lettres ignobles, ouvertes pour qu'elles puissent être lues avant leurs remises, il signait de noms d'emprunt.

B. A. P. se présente une fois dans une teinturerie où Lucie R. travaillait seulement depuis deux jours, il fait du scandale, menace de coups le fils de la maison sous prétexte qu'il est l'amant de Mme R., bref, il force celle-ci à quitter sa place.

Peu de jours avant son arrestation, il poursuit Mme R. qui se réfugie chez la concierge : « Je te ferai ton affaire, clame-t-il dans deux mois au plus tard, ça ne se paie pas beaucoup le drame passionnel » et il ajouta que pour le moment, il ne risquait pour menaces de mort que deux mois et qu'il s'en tirerait toujours.

Lors de son 1^{er} internement l'enquête administrative faite par le commissaire de police au domicile de secours fournit les renseignements suivants :

Veuf en 1914 avec deux enfants, s'était remarié en 1916, avec une femme F. mère de plusieurs enfants, il habitait l'immeuble 18 mois avant la mobilisation, il s'est aussitôt fait remarquer par ses propos grossiers, on a pu également se rendre compte qu'il était mauvais mari et mauvais père, il chantait pendant que sa femme était en train de mourir à l'hôpital, sa première femme aurait déclaré qu'il avait perdu beaucoup d'argent aux courses, chaque fois qu'il venait en permission il se disputait avec sa femme et l'aurait même frappée.

Le casier judiciaire de B. A. P. nous apprend qu'en 1894, à peine âgé de 17 ans, il a été condamné par le tribunal de Valenciennes à 2 mois de prison pour menaces de mort, sous conditions. Nous avons déjà vu que le Conseil de Guerre l'avait condamné à 5 mois de prison pour désertion.

En outre, au commissariat de police de sa localité, il est signalé en 1914 comme ayant été arrêté le 1^{er} mai pour outrages à agents, en 1918, il est inquiété pour attentat à la pudeur sur la personne de son fils (affaire classée), en 1919 pour viol sur la personne de sa belle fille âgée de moins de 15 ans (Affaire sans suites judiciaires).

Attentat à la pudeur sur la personne de son fils.

Déposition du fils : « La nuit dernière, il l'a fait coucher dans son lit, sur le ventre, il a abusé de lui, il a introduit sa verge dans son derrière, il l'a menacé de le battre s'il criait, ensuite il l'a masturbé et lui disait que c'était pour voir s'il déchargeait, il n'est pas entré en érection, son père lui a dit ensuite : tu n'es pas encore bon, tu n'es pas pubère ».

Incidemment il lui a expliqué qu'il y avait des femmes qui se servaient de jeunes gens qui n'étaient pas encore faits pour ne pas avoir d'enfants, de même qu'il y a des hommes qui se servaient de fillettes pour le même motif. Il lui a dit aussi : « Je voulais savoir si tu étais pubère parce que je connais une jeune fille de 16 ans qui a un amant qui n'est jamais monté dessus. Si tu avais été pubère je me l'aurais envoyée, et si elle avait été enceinte j'aurais dit que c'était toi. Je te flanquerai au besoin une gifle ». Son père l'a invité à attirer chez lui la jeune Fernande H, âgée de 13 ans, il lui avait dit : « Tu lui diras de venir nous voir en lui disant que tu vas lui payer le cinéma ». Il a fait la commission, mais Fernande n'est pas venue.

La nuit dernière quand son père lui a introduit sa verge dans le derrière, il ne lui a pas fait beaucoup de mal, ce n'était pas la première fois que cela lui arrivait, son père ayant abusé de lui en 1914. Une nuit du vivant de sa mère, ils étaient couchés tous les trois dans le même lit, son père au milieu de la nuit a essayé de lui introduire sa verge dans le derrière, il lui a fait mal et l'enfant s'est réveillé en sursaut, alors pour ne pas donner de soupçons à la mère, le père a dit : « Qu'est-ce qu'il a celui-là, il rêve ». Les nuits suivantes, il s'est contenté de lui tripoter le derrière et de lui faire des attouchements sur la verge. Lorsque sa mère a dû aller à l'hôpital, il est arrivé plusieurs fois à son père de se livrer sur lui aux mêmes actes que la nuit dernière. Enfin quelques jours avant la mort de sa mère, son père est rentré en état d'ivresse et lui a dit, « Il faut que tu me sucés ça » et il lui a introduit sa verge dans la bouche,

B. A. P. nie en déclarant que son gremlin de fils voulait sa perte ; l'affaire n'eut pas de suite.

Viol sur la personne de sa belle-fille.

Déposition de la mère, deuxième femme de B. A. P. : « B. A. P. empêchait ma fille Jeanne qui est âgée de 14 ans de sortir, et lui reprochait d'avoir des relations sexuelles avec un sieur H. J'ai questionné ma fille, elle m'a dit : « Il a été avec moi, il m'a relevé les jupes, enlevé mon pantalon, puis introduit sa verge dans mon vagin. Il ne m'a pas fait trop de mal. Ma fille m'a avoué avoir des relations avec son beau-père depuis mai 1919 et que si elle ne m'avait pas parlé plus tôt c'est que son beau-père avait menacé de la tuer ou de lui donner la syphilis. Il a fait faire à ma fille une déclaration écrite comme quoi elle reconnaissait avoir eu des relations avec le sieur H. »

Déposition de la jeune Jeanne : « Plusieurs fois par jour il restait couché avec moi, je sentais qu'il me mouillait, il me menaçait de coups au cas où je parlerais ».

Cette enfant fut l'objet d'un examen médico-légal, il fut reconnu qu'elle n'était plus vierge.

Interrogatoire de B. A. P. « Le 17 février 1918, j'étais couché avec ma fillette Hélène, âgée de 7 ans. Ma femme est arrivée avec sa fille Jeanne et m'a demandé de reprendre la vie commune. Elle m'a proposé le marché suivant : de coucher avec sa fille Jeanne et de reprendre ensuite la vie commune. Elle avait même passé la main sous les draps et me caressait la verge. A un moment elle a pris la main de sa fille et l'a mise sous les couvertures pour lui faire tâter ma verge, ensuite elle est partie en emmenant ma fille et en laissant sa fille Jeanne après lui avoir recommandé de se coucher à mes côtés. Elle s'est déshabillée et c'est alors que j'ai abusé d'elle tellement j'avais été énervé par la mère. Ce jour-là j'ai constaté que Jeanne n'était plus vierge, je l'ai enfilée aussi facilement que la mère. Par la suite elle m'a avoué avoir eu des relations avec N. et N ; et même avec son frère.

J'aime Jeanne et j'en suis jaloux, la jalousie seule m'a forcé à faire écrire la lettre à Jeanne. »

Comme la précédente cette affaire n'eut pas de suites judiciaires.

Tels sont les faits qui motivèrent le refus de la Préfecture de Police, quant à la proposition de sortie de B. A. P. Néanmoins il continue à se montrer calme et à travailler régulièrement, réclamant toujours son exeat avec insistance. Il écrit au Procureur de la République et à la demande de ce dernier, le Docteur Pactet, remplaçant le Docteur Colin, en congé, consigne son opinion sur B. A. P. dans le certificat suivant en date du 4 août 1921.

Est un déséquilibré qui accomplit par intervalles des actes déraisonnables ; il est probable qu'il se comportera à l'avenir comme il l'a fait dans le passé. Dans ces conditions il n'est pas urgent de lui faire quitter l'asile. »

Le 27 octobre 1921 B. A. P. écrit une fois de plus au Docteur Colin.

« Maintenant, M. Colin, je vous demande de me répondre sans détours. Allez-vous encore me garder longtemps ici ?... Si réellement j'avais commis une mauvaise action, je supporterai mon sort avec patience. Mais je n'ai rien fait de mal pour être privé si longtemps de ma liberté. Le plus triste pour moi, c'est que je n'ai jamais été mis en posture de pouvoir établir mon innocence. Je ne veux plus penser au passé ! Je suis bon, très bon même, mon cœur n'a jamais connu la haine. J'ai un caractère qui m'a permis de ne me souvenir jamais que des bienfaits, mais croyez en ce que je vous dis, M. Colin, il y a assez longtemps que je suis chez vous. Si vous me gardez plus longtemps au lieu d'oublier, je songerai trop au passé et je suis certain, et je n'en démordrai pas, que la signature de l'éminent aliéniste, M. Henri Colin, Président de plusieurs sociétés médicales, n'est pas soumise au veto d'un rond de cuir plus ou moins flic et que si vous le voulez je retrouverai ma liberté

sans délai..... N'attendez pas, je vous en supplie, que la rancœur d'une nouvelle déception vienne altérer mes bons sentiments et mes bonnes résolutions.... Ma liberté sans retard, je vous en supplie. »

Malgré les démarches tentées par des amis qu'il a sollicités et qui considèrent son internement comme arbitraire, comme le montre l'extrait suivant que nous faisons de la lettre d'un secrétaire de syndicat : « Je ne sais quelle influence empêche ta sortie, mais ce que je sais bien, c'est que si tu n'es pas libéré à mon retour de B. je ferai interpellier le Préfet de Police par l'un ou l'autre des conseillers municipaux de mes amis ; on saura si c'est ton ancienne sainte et digne maîtresse qui aura le dernier mot dans cette affaire, dans laquelle elle n'a pas joué un rôle bien propre ni bien honorable. » Malgré une lettre d'un cultivateur du Loir-et-Cher, habitant une localité où B. A. P. pouvait travailler comme teinturier, s'engageant à le prendre chez lui, malgré enfin une nouvelle proposition de sortie signée par le D' Colin le 14 décembre 1921, la Préfecture maintient son veto à la sortie de B. A. P. Néanmoins ce dernier ne fit l'objet d'aucune remarque dans le service jusqu'au mois d'avril 1922. Le 13 de ce mois il est signalé comme préparant une tentative d'évasion. Il s'était emparé d'une vieille casquette civile qu'il avait cousue dans ses vêtements pour la dissimuler, d'après les dires de certains de ses co-détenus, il aurait réussi à fabriquer un crochet pour essayer d'ouvrir les portes, instrument qui n'a pu être retrouvé. Mis en cellule, B. A. P. nia avec énergie toute idée d'évasion. Quelques jours après il est autorisé à retourner au travail ; en juin il est informé que le Parquet ne prendra pas l'initiative d'une requête de mise en liberté qu'il a sollicitée ; le 29 du même mois une note du chef d'atelier déclare que B. A. P. ne fait absolument rien ; transféré au quartier d'observation, il proteste, déclare qu'il est puni injustement, désormais il refusera de retourner travailler. Il s'est renfermé dans une attitude parfois hostile de protestataire. Le 23 août

1922, il écrit au Dr Ducoste : « Voici la deuxième fois que vous me punissez injustement. Cette fois vous ne vous en êtes pas rapporté aux dires d'un faible d'esprit, vous vous êtes appuyé sur le rapport de votre infirmier... qui n'est qu'une brute épaisse doublée d'un persécuté et comme il est peu intelligent il ne comprend pas les paroles qu'il entend... je me suis tenu tranquille jusqu'à présent, mais soyez assuré que le jour où j'aurais des idées de révolte on s'en apercevrait. »

B. A. P. chaque fois que nous l'avons interrogé s'est toujours défendu, soit en niant purement et simplement, soit en essayant de démontrer l'exagération des témoignages recueillis contre lui, soit encore en rompant l'entretien d'un air excédé en refusant de répondre. Il pèse chaque question posée, feint quelquefois de ne l'avoir pas bien comprise, commence à répondre en termes vagues, et si on le pousse, affecte de ne pas se rappeler. En fait c'est un individu extrêmement réticent.

Le trait dominant de B. A. P. c'est son amoralité ; nous nous appuyons pour affirmer ceci, sur le fait, avoué par lui, qu'il a eu des relations sexuelles avec sa propre belle-fille âgée de 14 ans et peut-être encore plus sur le cynisme des termes du récit qu'il en fit au commissariat que sur le fait lui-même.

Il est méchant bien qu'il parle avec ostentation de sa bonté, il est méchant et non pas persécuté, il traite son ancienne maîtresse de « femelle dévergondée » la sœur de celle-ci d' « infâme et venimeuse créature » et sa méchanceté le pousse au chantage moral comme le prouve la lettre écrite à son ancienne amie Lucie R... et que nous avons reproduite plus haut.

Il est brutal et tyrannique et il parle de la jalousie plutôt comme d'une excuse à ses débordements, car cette brutalité et ce besoin de tyrannie a vraisemblablement tôt fait d'en faire un sadique dans ses moments d'érotisme.

Il est simulé, vantard parfois, cherchant à se faire valoir chaque fois qu'il en a l'occasion, et dissimule sa méchanceté et sa brutalité sous des allures doucereuses.

Il est lucide, il se rend compte des conséquences possibles de ses actes et il prend ses précautions, témoin la lettre qu'il fait écrire à sa belle-fille dont il a abusé et où il lui fait avouer qu'elle 'a eu des relations avec d'autres.

En résumé, B. A. P. est un déséquilibré amoral et pervers, capable de violences privées exercées hors la présence des témoins, et généralement modérées par la crainte des conséquences. Il est à remarquer qu'en dehors des 2 mois de prison qu'il a encourus à l'âge de 17 ans pour menaces de mort sous conditions et des 5 mois de prison dont il fut gratifié pendant la guerre pour désertion, B. A. P. n'a jamais été condamné. Les deux affaires de mœurs pour lesquelles il fut inquiété en 1918 et en 1919 n'eurent pas de suites judiciaires, et alors dans quelle mesure est-on fondé de les retenir à charge contre lui. Quant à l'affaire de coups, blessures et violences qui l'a amené à l'asile après expertise médico-légale, elle ne vint pas en jugement ; des faits qui lui sont reprochés, il en avoue une faible partie, il nie le reste, les témoignages sont peu nombreux et en dehors de la déposition

de la femme Lucie R... bien vagues ; d'autre part, celle-ci n'a jamais daigné répondre aux multiples convocations du médecin traitant, dans ces conditions qui croire ?

Nous estimons, malgré l'opinion contraire des bureaux de la Préfecture de Police, que du moins, en ce qui concerne B. A. P., un doute doit subsister dans l'esprit d'un examinateur impartial après connaissance prise des différents rapports de police contenus dans son dossier ; B. A. P. n'a pas été convaincu, on ne peut invoquer contre lui l'autorité de la chose jugée.

Quoi qu'il en soit, le médecin traitant par deux fois propose la sortie, par deux fois la Préfecture s'y oppose. Le médecin sait que B. A. P. est un déséquilibré, mais il estime qu'il peut vivre dans la société sans danger pour l'ordre public ; en effet B. A. P. est un fait beaucoup moins antisocial que ce que l'on pourrait appeler un fléau domestique. Au contraire la Préfecture le considère comme indésirable, et lorsque B. A. P. demande à se retirer dans le Loir-et-Cher elle s'y oppose dans la crainte de le voir revenir à Paris peu après.

Là précisément apparaît le défaut de la loi de 1838 appliquée à des individus du genre de celui qui nous occupe. Cette loi a été faite pour des malades, ces malades ne devaient sortir dans l'esprit des législateurs, qu'après guérison ; guéris ils redevenaient eux-mêmes et partant ils redevenaient entièrement libres au sens juridique du mot comme avant leur aliénation mentale.

Mais B. A. P. n'est pas un aliéné, c'est un déséquilibré amoral et pervers ; condamné, il eût été frappé à sa

sortie de prison d'interdiction de séjour mais il a été interné et la loi sur les aliénés ne prévoit pas de sortie sous conditions. C'est une lacune qu'il faut combler.

Pendant un an B. A. P. espérant sa sortie, s'est convenablement conduit à l'asile, si cette sortie pouvait lui être accordée à la condition qu'il se retirât dans un endroit déterminé, qu'il ne pourrait quitter sans autorisation, sous menace d'être réinterné d'office à la moindre incartade, nous estimons que l'essai devrait être tenté.

Obs. II. — R. G. A. est entré le 26 janvier 1921 à la section spéciale de l'asile de Villejuif pour la 4^e fois, en outre de ces 4 internements on relève dans ses antécédents 1 placement volontaire à Vacluse, 2 placements d'office à Bicêtre, un autre placement d'office à Ste-Anne.

R. G. A. est le type du débile mental avec perversions instinctives sujet à des réactions antisociales. Son existence se partage entre l'asile et la prison et le peu de temps où il est resté libre il y a toujours commis des méfaits qui ont provoqué son arrestation.

R. G. A. est né dans le département de Seine-et-Oise le 18 janvier 1891, ses parents se virent dans l'obligation de le placer à la colonie de Vacluse au début de 1906.

Certificat aux fins de placement rédigé par le Dr BÉRILLON : « Est atteint de troubles mentaux caractérisés par de la dégénérescence morale et des tendances impulsives irrésistibles, débile mental ne se rend aucun compte des conséquences de ses actes, allume du feu avec des papiers, vole aux étalages. Mensonges. Avec de l'argent volé il a acheté un revolver et il s'est exercé à tirer sur les candélabres des becs de gaz. Il vient d'être renvoyé successivement de cinq places, il ne semble préoccupé que d'accomplir des actes absurdes ou nuisibles ».

Voici les renseignements fournis par lettre par R. G. A. sur son enfance : « Etant petit j'ai été élevé à Sannois chez ma Grand-Mère qui était métresse d'école et chez mon Grand-Père qui était architecte qui m'a appris à dessiné et y avait ma tante Marthe qui ma élevé aussi ma mère était déjà marié, avec mon père qui l'avais quitter, et ma mère m'avais placé en pension plus tard à Sannois, après à Versailles chez les frères Saint-Nicola j'ai été aussi, puis à Paris dans deux écoles mais je n'avais pas l'esprit à moi pour apprendre et partout les écoles il m'ont rendu à mes parents. Ensuite je me rappelle que je prenais toutes les affaires des autres et que mes parents m'ont conduit voir M. le Dr Berillon du côté de la Place St-Michel et par M. Berillon qui me soignais par inostisse pour m'empêcher de voler ce que je voyais et il m'a par mes parents fait placer dans l'asile de Perret-Vaucluse ».

R. G. A. sort de Vaucluse le 6 octobre 1906 ; en décembre 1908 ses parents le font rechercher par la police parce qu'il s'est échappé du domicile paternel, en décembre 1909 il bénéficie d'une ordonnance de non lieu pour vol après expertise médico-légale du Dr Siccard concluant :

1^o Débilité mentale ; 2^o Suggestionnable, impulsif incapable de réfréner ses instincts ; 3^o Il peut même, libéré de la tutelle de ses parents, commettre des actes non seulement délictueux mais dangereux pour autrui (homicide) » interné à l'hospice de Bicêtre en janvier 1910, il s'en évade un mois 1/2 après, le 5 mars 1910 il est de nouveau inculpé de vol, bénéficie d'un non-lieu et replacé à Bicêtre d'où il s'évade de nouveau le 13 mai.

En août 1910, nouveau vol, nouvelle expertise médico-légale, nouveau non-lieu ; le Dr Roubinovitch commis en qualité d'expert avait conclu : « R. G. A. est atteint de débilité mentale avec incapacité absolue de se diriger et absence de sens moral, l'exposant à chaque instant à commettre des actes nuisibles pour autrui ».

Interné le 3 septembre 1910 à l'asile Sainte-Anne, il s'évade le 7, et le 10 il est déféré de nouveau au parquet pour vol de 7 francs dans un tiroir-caisse ; une fois de plus il bénéficie d'une ordonnance de non-lieu après expertise médico-légale du Dr Legras dont voici les conclusions :

« 1^o R. G. A. est un malade atteint de dégénérescence, de débilité mentale avec perversions pathologiques nécessitant une surveillance particulière et continuelle.

« 2^o R. G. A. ne saurait être tenu responsable pénalement des actes à lui reprochés, et étant incapable de se diriger convenablement au dehors, il doit être interné dans une section spéciale d'asile consacrée au traitement des aliénés difficiles et dangereux, telle par exemple que la 3^e section de l'asile de Villejuif ».

R. G. A. rentre à la section spéciale de Villejuif le 24 novembre 1910 ; soumis à la discipline sévère de ce service il se montre docile et le 31 janvier 1911 le Dr Colin rédige le certificat suivant aux fins de sortie : « Est atteint de débilité mentale avec mauvais instincts, instabilité, tendances au vagabondage. Interné autrefois à la colonie de Vaucluse, puis à Bicêtre. Actes délictueux. Inculpé de vagabondage spécial. A profité d'un non-lieu à la suite d'une expertise médico-légale. Actuellement il est docile, travaille régulièrement et peut être rendu à sa mère qui le réclame et s'engage à le surveiller. En cas de rechute à réintégrer à la 3^e section ».

Il sort le 4 février 1911,

Le 9 mars 1911 une lettre du père au Préfet de police signale que R. G. A. n'a pas reparu chez ses parents depuis le 6 mars ; sorti de l'asile il avait été envoyé à la campagne mais au bout de 10 jours il en était revenu spontanément. Il a coupé chez ses parents, le fil de la sonnette électrique pour essayer de fuir et par 2 fois il a ouvert le gaz pendant la nuit, à cette époque il est signalé dans des bars interlopes et fréquente des gens douteux entre autres un individu se disant professeur de billard, en juillet 1911 on le retrouve

inculpé de nouveau de vols et tentative de vol ; déclaré de nouveau irresponsable il réintègre la 3^e section de l'asile de Villejuif le 26 juillet 1911 mais le 30 il s'évade :

Le 8 octobre 1911, il est écroué au dépôt pour vol, il bénéficie une fois de plus d'un non-lieu et pour la 3^e fois il réintègre la 3^e section de l'Asile de Villejuif.

Cette fois il s'y montre moins docile et le 11 février 1912 le Docteur Colin rédige le certificat de situation suivant :

« Est atteint de débilité morale avec mauvais instincts, il est incapable de se conduire convenablement au dehors. La famille n'a jamais pu en venir à bout et en 1906 à l'âge de 15 ans R. G. A. fut envoyé à la colonie de Vaucluse où il resta 9 mois. Placé successivement comme dessinateur puis comme menuisier il se montra incapable de fournir un travail suivi.

A 18 ans on l'engage, mais à la suite d'excentricités sur la voie publique et en raison de sa mauvaise conduite il fut réformé. Du 11 mars au 12 mai 1910 il est interné à Bicêtre à la suite d'une arrestation pour vagabondage. Puis ses parents le placent chez un chapelier : il y reste un mois, il commet des vols et finalement est arrêté sous l'inculpation de vagabondage spécial, il profite d'un non-lieu après expertise du D^r LEGRAS et il est envoyé dans mon service où il reste du 24 septembre au 4 février 1911.

A ce moment je cède aux supplications de sa famille qui s'engage à le placer et à le surveiller et je signe son exeat.

Au mois de juillet 1911 il est inculpé de vol et après expertise est renvoyé dans mon service, où il s'évade le 30 juillet. Compromis dans une affaire de vol de bijoux au mois de septembre 1911, R. G. A. est de nouveau soumis à l'examen d'un médecin expert qui le renvoie dans mon service le 30 septembre 1911. Il s'y trouve encore actuellement.

R. G. A. est un débile amoral dans toute la force du terme. Après son évasion de Villejuif en juillet et malgré qu'il ait été signalé par moi à la police il a pu impunément fréquen-

ter les plages à la mode d'où il envoyait régulièrement des cartes postales aux malades du service. Mis avec recherche, couvert de bijoux, il se donne au dehors comme professeur de billard et vit en somme de vols et de cambriolages. Il sert d'indicateur à d'autres voleurs entre autres à un nommé N., c'est ainsi qu'il désigna l'appartement d'un ami de ses parents, un M. M. et la maison d'une mercière de X., également amie de sa famille comme susceptibles d'être facilement cambriolés.

R. G. A. est en résumé un individu des plus dangereux. Dissimulé, sournois, profondément pervers, il échappe à la surveillance de ses parents dès qu'il a quitté l'asile. Dans le service même il se fait docile et humble, proteste de ses excellentes intentions pour l'avenir et en même temps il est capable de tout faire pour obtenir sa sortie ainsi que le démontre le rapport ci-après du surveillant du 1^{er} quartier où se trouve actuellement le malade.

Rapport du vendredi 2 février 1912.

R. G. A. hier matin à table a cherché tous les moyens pour exciter les malades contre la nourriture et pour les décourager à travailler. Parlant de M. le Dr Colin il a dit « Si Colin ne veut pas me donner ma sortie je me charge de le faire suriner par quelqu'un au dehors ».

A mon avis il n'y a pas lieu actuellement de mettre R. G. A. en liberté et le jour où sa sortie lui aura été accordée il sera nécessaire de le soumettre à une surveillance active de tous les instants.

La famille se plaignant du prix élevé de la pension dans les asiles de la Seine il pourrait être transféré dans un asile de province en le signalant à l'attention des autorités locales ».

Malgré cet avis défavorable du Dr Colin, R. G. A. obtint sa sortie en août 1912 après l'examen du docteur Ritti médecin-inspecteur de la Préfecture de police qui déclare « Il (R. G. A.) manifeste un sincère repentir de ce qu'il a fait et une

ferme résolution de se mieux conduire à l'avenir ». En l'occurrence la confiance du docteur Ritti fut bien mal placée car nous voyons R. G. A. condamné en 1913 à 6 mois et à 8 mois de prison pour vol et complicité, en 1914 un an de prison pour vol puis à 5 ans de réclusion et à 5 ans d'interdiction de séjour pour vol qualifié, cette fois R. G. A. ne bénéficie pas d'un non-lieu, il accomplit effectivement les pénalités encourues, de ce fait il a passé la guerre à la maison centrale de Melun.

Une fois sa peine terminée il est arrêté en sept. 1919 pour infraction à l'interdiction de séjour mais acquitté parce que l'arrêté ne lui avait pas été notifié. R. G. A. s'était en effet entendu avec un de ses co-détenus de la maison centrale de Melun employé comme scribe pour que celui-ci subtilisât la pièce notifiant l'interdiction que R. G. A. devait signer le jour de sa levée d'écrou. En avril 1920 il est condamné par défaut pour vol et infraction à l'interdiction à 8 mois de prison et à la relégation, mais il fut acquitté en appel.

Enfin il est arrêté le 15 novembre 1920 pour cambriolage remontant au 15 mars; au moment de son arrestation il était porteur d'un livret militaire au nom de Jurian, cette fois c'est la relégation, mais l'avocat de R. G. A. demande une expertise médico-légale et le Dr Rogues de Fursac déclare :

« On peut considérer actuellement que R. G. A. qui est un grand déséquilibré constitutionnel ainsi que le prouve toute l'histoire de sa vie est en même temps un sujet présentant des tendances anti-sociales des plus prononcées et fort dangereuses, inamendable, comme il fallait s'y attendre, par les sanctions pénales et voué s'il est abandonné à lui-même à des récidives indéfinies. R. G. A. est un de ces anormaux délinquants qui doivent être internés à vie et pour lesquels on réclame depuis si longtemps la création d'asiles prisons, à défaut d'un asile prison que nous n'avons pas encore, la seule chose possible est d'interner de nouveau R. G. A. A la section d'aliénés difficiles de Villejuif.

R. G. A. réintègre pour la 4^e fois la 3^e section de l'asile de Villejuif le 26 janvier 1921 il a frisé de près la relégation, 3 semaines après son internement on découvre un petit étui en ivoire qu'il s'était introduit dans le rectum pendant sa prévention, cet étui contenait 2.000 fr., ceci prouve que R. G. A. se sentant relégable avait pris ses précautions, se rendant compte du risque qu'il court il va essayer d'obtenir sa sortie en se montrant docile et au bout d'un an, le 31 janvier 1922, le Dr Colin fait une proposition de sortie mais, la Préfecture de Police refuse cette sortie après avoir fait examiner R. G. A. par le Dr Sérieux, médecin-inspecteur.

Nous reproduisons intégralement le rapport de cet éminent aliéniste :

« R. G. A. est interné depuis un an, il a subi trois condamnations et son internement actuel est le 7^e, R. G. A. est actuellement calme, lucide, ne présente aucune idée délirante, se comporte correctement à l'asile, mais on ne peut le juger sur son attitude présente et c'est son passé qui seul permet de pronostiquer son avenir. Sa vie a été exposée longuement dans les certificats et rapports qui figurent au dossier.

C'est celle d'un anormal psychique constitutionnel dont le déséquilibre et les mauvais instincts se sont révélés dès l'âge de 15 ans. Ses tendances anti-sociales ont fait de lui un délinquant à répétition dont l'existence se répartit entre la prison et l'asile ; il a été qualifié à juste titre par les médecins qui l'ont examiné comme un déséquilibré constitutionnel qui doit être interné à vie, comme un délinquant inamendable, comme un individu des plus dangereux.

Pour ma part j'estime que la mesure qui serait le mieux adaptée à son état serait celle de la relégation ; mais actuellement la question qui se pose est autre.

Peut-on rendre à la liberté un anti-social constitutionnel incorrigible qui a donné si souvent des preuves de son inadaptation, de son incapacité absolue à se diriger et qui d'autre part échapperait à la surveillance de sa famille s'il

était rendu à la liberté ; il promet certes de s'amender, il veut se marier, vivre une vie régulière, mais ses promesses il les a déjà faites en 1912 à un médecin-inspecteur et peu après mis en liberté il était condamné à 5 ans de réclusion.

R. G. A. est un criminel né, on ne peut guère espérer que l'internement d'un an qu'il a subi ait modifié ses tendances malfaisantes ; il doit être maintenu en traitement ».

A partir de cette époque R. G. A. qui jusqu'alors soutenu par l'espérance d'obtenir sa sortie s'était montré relativement docile, se lasse de cette attitude contrainte et peu en rapport avec son tempérament, il devient violent, trouble le service à chaque instant par ses récriminations et ses menaces. A plusieurs reprises on est obligé de l'isoler en cellule pendant plusieurs semaines car il excite les autres malades à la rébellion. Sa mère a pris fait et cause pour lui, elle excite son fils contre le médecin, elle supplie ce dernier et tour à tour le menace. R. G. A. est dans le service un sujet permanent de trouble et d'indiscipline, il déclare cyniquement qu'il n'est pas malade, qu'il est lucide ; un jour, il déclare en pleine salle de réunion des malades, que lorsqu'on est interné on peut tout se permettre et même commettre un crime puisqu'on n'est pas responsable.

Le médecin traitant esquisse un portrait des plus juste dans le certificat ci-après adressé le 17 juin 1922 au Préfet de police :

« Il s'est montré ces jours-ci parfaitement indiscipliné, accusant le médecin de faux, fomentant des révoltes, manifestant par son attitude des idées d'évasion, et essayant de les faire partager par les malades de son quartier, paresseux, sournois, menteur et violent à l'occasion (il s'est jeté hier sur un infirmier) chantant toute la nuit pour empêcher ses camarades de dormir et les pousser par colère à se révolter et à quitter le travail, affirme qu'il finira bien par avoir le dernier mot. R. G. A. a dû être isolé avant hier soir et sera maintenu en cellule jusqu'à ce qu'il s'amende. Sa mère est

venue avant-hier demander sa sortie avec menaces : « Mon fils tuera si vous le gardez ici, moi-même je me tirerai un coup de revolver dans l'asile ». R. G. A. dit lui-même que sa mère serait capable de faire un mauvais coup. « J'ai fait reconduire Mme (la mère) à la porte de l'établissement et ai prié M. le Directeur de bien vouloir prendre les dispositions voulues pour qu'elle ne rentre plus à l'asile ? Je retiens et verse au dossier (après l'en avoir avertie) des lettres de cette femme où elle écrit à son fils des phrases telle que celles-ci : « Il faut entendre tout ce qui se dit à la sortie dans les tramways : depuis la guerre cet asile est devenu la démoralisation complète et l'abandon, etc... »

R. A. G. est un individu essentiellement dangereux, ses perversions instinctives se sont doublées d'aucun trouble délirant ni d'aucun affaiblissement intellectuel, s'il est reléguable il y aurait lieu de le faire sortir de l'asile et de le remettre à l'administration pénitentiaire ».

On peut se rendre compte à la lecture de ce document combien on aurait tort de se fier aux promesses de surveillance faites par les familles de déséquilibrés, pour notre part nous croyons qu'en ce qui concerne de pareils individus le rôle que pourraient jouer les patronages d'aliénés est tout aussi illusoire.

R. G. A. ne peut être rendu à la liberté, si le docteur Colin a signé un certificat aux fins de sortie c'est vraisemblablement avec l'arrière-pensée que R. G. A. ne tarderait pas à se faire arrêter de nouveau et que cette fois il serait relégué.

Nous nous rangeons pleinement à l'opinion exprimée et par le Dr Sérieux et par le Dr Ducosté à savoir que la meilleure à prendre contre R. G. A. est celle de la

relégation, l'état actuel de la législation ne permet pas de prendre une pareille décision, on ne peut sous le régime de la loi de 1838 que maintenir un tel individu interné indéfiniment. Ceci comme on a pu s'en rendre compte ne va pas sans quelques difficultés pour la bonne marche et la bonne tenue du service, voire même pour le traitement des autres malades, en outre il y a lieu de craindre une évasion malgré les précautions prises.

29 octobre 1922. R. G. A. s'est évadé ce matin à 6 h.30 en compagnie de B. A. P., objet de l'observation précédente.

Obs. III. — B. H., âgé de 28 ans, est entré le 9 décembre 1921 à la section spéciale de l'asile de Villejuif, il venait de l'asile de Ville-Evrard d'où il fut transféré à Villejuif sur l'avis du Dr Rodier ainsi conçu :

« Est un déséquilibré moral, vicieux, hypocrite, vaniteux, menteur. Depuis qu'il est à l'asile est satisfait d'avoir échappé aux sanctions pénales méritées par les actes qui ont causé son arrestation. Il vole l'argent des malades inconscients mais se montre calme et demande à travailler avec l'intention de s'évader, il est lucide, et ne présente aucune idée délirante ; n'étant pas à sa place à Ville-Evrard, d'où il peut s'évader et où il est une occasion de trouble pour les malades. B. H. doit être transféré dans le service des aliénés difficiles à Villejuif où il se trouvera interné dans les conditions qui lui conviennent le mieux.

B. H. fut examiné par les médecins aliénistes pour la première fois durant la guerre il est évacué du front sur Caën, là, le Dr Moutier porte le diagnostic : « Manie avec agitation intermittente » en janvier 1918, le Dr Rogues de Fursac l'examine dans cet asile et note : « excitation, maniaque, bavardages, fuite des idées, faiblesse de l'attention, récriminations ».

le 22 janvier 1919, le Dr Bonnet l'examine à son tour et mentionne : « surexcitation légère, mais continue », fin novembre 1918, le Dr Juquelier le qualifia de « malade insociable ». Il est transféré à l'asile de Clermont en décembre 1918, d'où il sort en 1919.

En somme, depuis son entrée à Caen en juin 1917 jusqu'à son départ pour Clermont, en décembre 1918, c'est-à-dire 18 mois, B. H. a présenté un état de surexcitation continue. Nous ignorons quel était son état lors de sa sortie de l'asile de Clermont. Il rapporte ses troubles à une hypothétique commotion remontant à 1917. En réalité, H. B. est un déséquilibré constitutionnel comme nous le montre l'examen de son curriculum vitæ, en effet B. H. à l'âge de 17 ans, s'était enfui de chez ses parents ; arrêté pour mendicité, il fut placé, jusqu'à sa majorité, dans une maison de correction, mobilisé à sa sortie, il se voit gratifié d'un mois de prison, le 30 avril 1915, pour coups et blessures par le Conseil de guerre de Besançon. Placé dans une section spéciale de discipline, il se voit condamné à nouveau à 2 ans de prison, par le Conseil de guerre en octobre 1916, nous avons vu qu'il termina la guerre enfermé dans un asile d'aliénés.

En 1921, au cours d'avril il se fait condamner à 50 francs d'amende pour outrages à un agent qui lui avait fait une observation au sujet de sa bicyclette.

Voici quelques renseignements fournis par un médecin sur B. H. « Je connais B. H. depuis juillet 1920, il est venu maintes fois à la maison, se conduisant chez moi parfaitement, mais presque toujours il avait, en cours de route, quelques difficultés, soit avec les employés de tramways, soit avec les voyageurs ; ouvrier cartonnier dans le cartonnage de luxe, B. H. est un artiste. Malheureusement il quitte l'atelier à la moindre observation et ne peut conserver aucune place. Un jour de chômage, le secrétaire de son bureau de placement, lui offrit une affaire de détective ; sa voie était trouvée, mais il voulut faire de la publicité sans bourse dé-

lier et se mit à timbrer de son timbre les affiches ce qui lui attira des contraventions répétées, il se mit alors en règle et colla des affiches réglementaires, mais il n'admettait pas qu'elles fussent recouvertes par d'autres, d'où altercations, l'une d'elles provoqua son internement. B. H. a une carte de priorité, il l'a montrée à la première réquisition, mais à la deuxième réquisition il explose, irritable, inadaptable presque, B. H. est, j'en suis sûr, honnête ».

B. H. fut en effet écroué en octobre 1921, pour violences et voies de fait à un agent. Ayant vu qu'une de ses affiches récemment apposée, venait d'être recouverte, par celle d'un grand magasin, il se mit en devoir de lacérer cette dernière. Appréhendé, il se débattit, frappant du poing et du pied, essayant même de mordre. B. H. écroué à la Santé fut transféré à l'Infirmierie spéciale du dépôt d'où le Dr de CLÉRAMBAULT le réexpédia à la prison avec le certificat suivant :

« Déséquilibré excitable, peut-être excité par périodes, qui s'est agité en prison. Enjoué, mais calme dans notre service. Peut supporter la détention, expert commis ».

L'expert Dr TRUELLE, commis pour l'examiner, conclut en ces termes :

« B. H. est un aliéné ; il est atteint de déséquilibre psychique, (troubles de caractère et du jugement) avec folie des actes. Il a déjà été interné, il est irresponsable, il est dangereux. Il y a nécessité de l'interner à nouveau ».

Au mois d'août 1921, H. P. avait été inquiété pour une affaire d'attentat aux mœurs. Nous reproduisons ci-dessus l'exposé des faits relatés dans son dossier à la Préfecture de police :

« Le 10 août dernier, il rencontrait dans la soirée, une jeune fille de 17 ans, celle-ci lui ayant dit, paraît-il, avoir quitté ses parents et ne pas savoir où aller, il lui proposa de lui procurer, dans son hôtel, une chambre à côté de la sienne. Comme cette chambre n'était pas libre, B. H. offrit l'hospitalité chez lui, mais celle-ci se déclarant vierge,

refusa tout rapport avec lui. Cependant sur les instances de l'inculpé elle se coucha et sous la menace de voir ses vêtements déchirés se déshabilla. B. H. la rejoignit au lit, toutefois la nuit se passa sans rapports sexuels. Au matin, l'inculpé ne voulant pas, dit-il, être dupe, tint à s'assurer manuellement de la virginité de sa compagne. Malgré les résistances de celle-ci il y parvint et ayant constaté qu'elle avait dit vrai il la laissa partir. Cela ne se serait pas passé sans menaces ni violences a déclaré la jeune fille ; violences que nie B. H., menaces qu'il dit avoir été de simples plaisanteries tel un étui à cigarettes jouant le rôle de pseudo-revolver.

Mais le lendemain l'inculpé ayant rencontré dans un square la même jeune fille et arguant de la qualité qu'il se donne de détective privé la conduisit au commissariat de police pour la faire arrêter sous prétexte que sa conduite devait être louche, qu'elle devait être en état de vagabondage, et dans quelque but répréhensible, jouer avec d'autres la même comédie qu'elle avait joué avec lui ».

Naturellement ce fut B. H. qui fut inquiété, l'affaire n'eut pas de suite.

Nous avons reproduit ce trait de la conduite de B. H. d'abord parce qu'il est extrêmement caractéristique et aussi parce que les bureaux de la Préfecture de police y attachent une grande importance et tendent à considérer cette affaire comme une tentative de viol.

B. H. est au demeurant un déséquilibré constitutionnel, instable, chroniquement excité, il est vaniteux, vantard et ne peut s'empêcher de récriminer à chaque instant, à la section de Villejuif, on a essayé de l'occuper aux métiers à tricoter ; il prétend en savoir plus que les chefs d'atelier, il détraque son métier en voulant le réparer lui-même trouvant qu'il ne fonctionnait pas convenablement ; dans le service il est insupportable, il taquine les autres malades, il s'en suit des disputes et des batailles ; on est obligé de l'isoler le plus souvent dans une chambre. Si on lui fait une ré-

primande, il s'emporte ou bien quelquefois il boude, essaie de s'enfermer dans un mutisme qu'il ne peut garder bien longtemps, car le besoin de parler l'emporte. Il écrit beaucoup, fait des vers dans le genre de ceux-ci :

Je rêve à des amours immenses
Qui rempliraient enfin mon cœur
Je rêve l'âme en démente
Qui auraient la folie du bonheur !

Et si je rencontre sur terre
Qu'oublie, abandon et lapins
De mon cœur je ne sais que faire
Puisqu'il n'est pas même à Lucien !

En voici d'autres :

A LA PLUS BELLE

C'est à toi chérie que je rêve
Souvent le soir en m'endormant
Car j'aime à t'aimer dans un rêve
Ne pouvant t'aimer autrement

Si j'étais libre tu deviendrais
Ma petite reine tout simplement
Mais à la mode de Bohême
A l'essaie pour 4 ans seulement !

En somme ce malade est un débile mental présentant des troubles permanents du caractère sans délire véritable. Ces troubles du caractère lui rendent l'existence au dehors impossible. Le même médecin qui a donné des renseignements sur B. H. écrit, au sujet de sa sortie, au médecin traitant : « Comme par le passé ma porte lui est ouverte quand vous lui signerez son exéat. Je ne lui

ménagerai ni les conseils, ni l'appui matériel dont je suis capable. Mais il est évident que je ne puis pas être toujours derrière lui et lui éviter les difficultés qui naissent du choc de son caractère contre les règlements ».

Dans ces conditions, nous estimons qu'il ne peut être question d'accorder à B. H. la sortie qu'il ne cesse de réclamer. Bien qu'au point de vue moral, il soit supérieur, et de beaucoup, à B. A. P. et R. G. A. qui ont fait l'objet des deux observations précédentes, son instabilité et son excitabilité sont telles qu'il est de toute nécessité de le tenir séquestré. Il est impossible, quant à présent, de préciser la durée probable de son internement, tout ce que l'on puisse dire, c'est qu'au cas où son excitabilité diminuerait de façon sensible, sa sortie pourrait lui être accordée, mais alors, nous pensons qu'il serait bon que la loi permit de mettre à sa liberté quelques restrictions, en lui interdisant l'accès des grandes agglomérations urbaines comme offrant trop d'occasions d'excitation pour un individu de ce genre.

CONCLUSIONS

Ainsi, le défaut de la loi de 1838, appliquée à des individus de l'espèce que nous venons d'étudier, c'est qu'elle ne prévoit que la sortie pure et simple, sans restrictions à la liberté des sujets remis en circulation dans la société. En fait, on essaie bien de pallier à cet inconvénient en n'autorisant la sortie (du moins en ce qui concerne le ressort de la Préfecture de Police de Paris) qu'à la condition que le bénéficiaire de cette sortie se rendra à la campagne, ou, tout au moins, en province ; le malade est bien accompagné jusqu'à la gare, on s'assure de la prise de son billet pour la destination désignée, mais en général, l'individu revient toujours dans la région parisienne, souvent peu de jours après, quelquefois le jour même.

Sous l'énergique et intelligente impulsion de son chef, M. Vetel, le service des aliénés à la Préfecture de Police s'ingénie de son mieux à concilier et la sauvegarde de l'ordre public, et l'octroi de la sortie dans quelques cas particuliers. Citons quelques exemples au hasard :

Un individu était interné après expertise médico-légale pour attentat public à la pudeur, ce malade avait

déjà été interné pour le même motif. Du fait de la récidive, la Préfecture s'oppose à la sortie, malgré l'avis du médecin traitant. Cependant, le frère intervient, il déclare qu'un autre frère, dirigeant une grosse exploitation agricole dans l'est de la France, s'engage à prendre ce malheureux chez lui, et à le surveiller. La Préfecture de Police se met alors en rapport avec le Préfet du département où réside le frère en question, elle lui adresse le dossier complet de l'aliéné, et lui demande s'il peut s'en charger et le faire surveiller ; le Préfet de province, ayant répondu par l'affirmative, le Préfet de Police autorisa la sortie et le malade fut dirigé sur le département où résidait son frère.

Ainsi grâce à l'heureuse collaboration de deux services, une mise en liberté sous condition a pu être réalisée.

Autre cas. Cette fois il s'agit d'un jeune déséquilibré amoral, interné après expertise médico-légale pour vol. La famille s'engage à envoyer ce jeune homme au Congo si sa sortie lui est accordée. La Préfecture exigea que les billets de chemins de fer et de paquebot lui fussent présentés ; que le jour du départ du paquebot lui fut indiqué ; en possession de ces garanties, la Préfecture autorisa la sortie en spécifiant le jour et l'heure de cette sortie, calculés de façon à ce que l'individu libéré eut simplement le temps d'aller prendre le train pour le lieu d'embarquement. Deux inspecteurs le suivirent jusqu'à la gare, s'assurèrent du numéro de son compartiment, prièrent le commissaire spécial de la gare d'enjoindre aux commissariats spéciaux des points d'arrêt de s'assurer de ce qu'il continuât sa route vers le port indiqué. Là, le com-

missaire spécial surveilla son embarquement. Au cas où notre voyageur eût manifesté des velléités d'abandonner son itinéraire, les fonctionnaires susnommés devaient s'assurer de sa personne et le séquestrer dans l'asile d'aliénés le plus voisin, par application de l'article 19 de la loi de 1838.

C'est ainsi qu'une manière de relégation tout au moins temporaire a pu être réalisée, le résultat est excellent, mais il faut avouer que cette interprétation de l'article 19 est un peu abusive. Il faut légaliser cette manière de procéder encore quelque peu extra légale ; aussi demandons-nous qu'entre le maintien à l'asile *sine die* et la mise en liberté pure et simple, la loi introduise les deux modalités suivantes :

1^o Mise en liberté avec interdiction de séjour sous menace d'un nouveau placement d'office en cas de manquement.

2^o Relégation dans le cas où la première mesure proposée n'aurait point donné de bons résultats, et même d'emblée, si une observation prolongée à l'asile de sûreté, fait prévoir qu'une mise en liberté, avec interdiction, ferait courir trop de risques à la société, et si néanmoins l'état de l'aliéné ne nécessite pas son maintien indéfini dans cet asile.

Vu, le Doyen,
H. ROGER.

Vu, le Président,
CLAUDE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
APPELL.

Imprimerie A. CLERC — SAINT AMAND (Cher)

